



## Assemblée générale

Distr. générale  
22 mars 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-quatrième session

Point 69 de l'ordre du jour

### Promotion et protection des droits de l'homme

#### **Lettre datée du 8 mars 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué spécial sur la coopération au sujet des questions liées aux migrations, adopté au premier Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à Riviera Maya (Mexique) les 22 et 23 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 69.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 8 mars 2010 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant  
permanent du Mexique auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Communiqué spécial sur la coopération  
au sujet des questions liées aux migrations**

[Original : anglais et espagnol]

Nous, chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes :

Appelons l'attention sur les solides liens historiques et culturels qui unissent depuis toujours les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et sur le consensus qui existe entre eux au sujet de l'importance de la question de la migration pour les pays de la région et de la contribution positive des flux migratoires dans les deux sens;

Exigeons que soient garantis l'exercice effectif et la protection des droits de l'homme dans les pays d'origine, de transit et de destination de tous les migrants et de leurs familles, en particulier des femmes et des enfants, quel que soit leur statut au regard de l'immigration, comme le prévoit le droit international;

Faisons observer que la pauvreté qui est notamment le résultat d'un ordre international inéquitable marqué par de profondes différences économiques, sociales et de développement est l'une des causes fondamentales des migrations, et nous engageons à créer dans nos pays des conditions qui encouragent la population à rester en faisant de la migration une possibilité plutôt qu'une nécessité et en décourageant l'exode des cadres scientifiques et techniques;

Reconnaissons l'importance des contributions économiques, sociales et culturelles des migrants au développement de leurs sociétés d'origine et d'accueil et de leurs communautés, ainsi que le fait que la question des migrations doit être abordée selon le principe de la responsabilité commune mais différenciée des pays d'origine et de destination en tenant compte des causes structurelles et des effets de ce phénomène;

Convenons donc de la nécessité de renforcer les politiques et les pratiques en matière de migration propres à garantir le respect des droits fondamentaux de tous les migrants, quel que soit leur statut au regard de l'immigration, qui permettent une gestion informée et sûre des flux migratoires, étant entendu que ces politiques et pratiques facilitent également les envois de fonds et le retour librement consenti et dans la dignité des migrants dans leur pays;

Reconnaissons également la nécessité de promouvoir la mise en place de mécanismes qui facilitent l'intégration et la réunification des familles de migrants en application des législations nationales et de lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et les autres formes d'intolérance;

Soulignons qu'il importe de promouvoir la participation active des migrants qui vivent hors de leur région au développement de leur collectivité d'origine en créant des réseaux et des associations de migrants ayant pour but d'encourager l'innovation et le développement technique et social, ainsi que la participation;

Considérant qu'il est nécessaire que les pays d'origine et de destination des migrants intensifient les échanges de pratiques optimales, demandons un nouveau renforcement du dialogue, une plus grande compréhension mutuelle, la mise en commun des pratiques optimales, l'instauration de liens de coopération, des transferts de connaissances, le recensement des défis communs et la promotion des programmes de retour volontaire, et recommandons l'adoption d'une position régionale coordonnée dans toutes les instances multilatérales, afin d'obtenir des résultats appréciables et concrets dans toutes les questions relevant du phénomène des migrations;

Sommes conscients de la nécessité de mener des politiques nationales et régionales de migration tenant compte de la problématique hommes-femmes, étant donné que les femmes et les filles migrantes sont particulièrement vulnérables;

Soulignons qu'il est nécessaire de promouvoir des actions concertées des Gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes visant à étudier, combattre et sanctionner, dans les pays d'origine, de transit et de destination, le trafic de migrants et la traite des êtres humains avec toute la rigueur prévue par la loi et conformément aux dispositions des conventions internationales et des législations nationales sur la question, et que nos pays resserrent leurs réseaux consulaires afin d'améliorer et d'amplifier l'attention, la protection et l'assistance que les consulats apportent à nos migrants;

Soulignons qu'il est nécessaire de s'intéresser particulièrement aux communautés de migrants qui vivent hors de la région et de mettre en place des programmes de travail avec tous les pays de destination des migrants de notre région;

Soulignons l'importance de notre dialogue birégional avec l'Union européenne et appuyons le lancement du Dialogue structuré sur les migrations entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes adopté lors du cinquième sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, tenu à Lima en 2008;

Sommes résolus à progresser dans l'élaboration de programmes de coopération régionaux en matière de migration et à faire en sorte de coordonner nos positions lors du quatrième Forum mondial sur la migration et le développement qui se tiendra au Mexique en 2010.

Riviera Maya (Mexique)  
Le 23 février 2010